

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Panique-en-mode-turbo-La-Russie-et-le-Systeme-Monde-aujourd-hui>

# **Panique en mode turbo :La Russie et le Système-Monde aujourd'hui**

- Empire et Résistance - Blocs régionaux - BRICS - Russie -

Date de mise en ligne : dimanche 8 février 2015

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

Visiter la Russie, ce que j'ai fait récemment, est une expérience étrange pour quelqu'un venant de l'hémisphère nord. Comme nous le savons, la plupart des Russes font une lecture totalement différente de la plupart des gens de l'hémisphère nord à propos de l'Histoire mondiale récente. Mais en plus, ils sont préoccupés par d'autres choses que ce à quoi les visiteurs s'attendent.

L'unique hypothèse commune qui transcende ces différences est le fait que l'apparition d'une forte baisse des prix du pétrole et du gaz, combinée avec l'embargo imposé par quelques pays à la Russie, a réduit les exportations de l'État russe et la consommation individuelle.

En Russie aujourd'hui, presque tout le monde, où qu'il se situe dans le spectre politique, croit que l'Occident, et les États-Unis en particulier, ont conspiré avec quelques autres - principalement l'Arabie saoudite et Israël - pour punir la Russie pour ses actions et ses méfaits présumés dans la poursuite de ce que les Russes considèrent comme la légitime défense de leurs intérêts nationaux. Le débat porte principalement sur l'Ukraine, mais inclut aussi la Syrie et l'Iran, à un moindre degré. La théorie du complot est probablement un peu exagérée, puisque que les Etats-Unis ont commencé, en 1973 déjà, à développer leur gaz de schiste (un élément majeur dans la surabondance actuelle) en réponse à la hausse des prix de l'OPEP.

Pourtant, on n'entend pas beaucoup de discussions sur ces questions de politique étrangère en Russie. C'est dû probablement au fait qu'il n'y a pas beaucoup de dissidence dans le pays à propos de la politique étrangère russe, pas même de la part de personnes ou de groupes très critiques à l'égard du président Poutine dans d'autres domaines. Ce qu'on entend discuter, à la place, c'est comment gérer au mieux le grave déficit budgétaire auquel la Russie est confrontée.

Il y a trois options de base. La première consiste à réduire drastiquement les dépenses de l'État. Nous pourrions nommer cela l'option néolibérale. Elle est défendue par le ministre des Finances. La deuxième est d'utiliser les ressources de l'État russe encore disponibles, minimisant ainsi le besoin de réduire immédiatement les dépenses. Nous pourrions appeler cela l'option social-démocrate. Elle est défendue par le ministre du Développement économique. La troisième est d'utiliser l'une des deux options, mais pas l'autre. Nous pourrions appeler cela l'option médiane. Cela garantirait la stabilité pour dix-huit mois, probablement, cela se fonde sur l'espoir que, d'une manière ou d'une autre, le prix mondial du pétrole et du gaz va recommencer à monter d'ici là et/ou que les sanctions seront levées ou largement contournées.

Ce qui est remarquable dans cette affaire est que les trois positions sont représentées au sein du relativement petit groupe de décideurs entourant le président Poutine. Jusqu'à présent, il semble que Poutine lui-même est dans le camp favorisant l'option médiane. Ce qui est aussi remarquable est que ce débat est quasi public. Du moins, il n'est un secret pour aucun Russe qui suit les déclarations publiques des protagonistes ainsi que les fuites dans une presse plus diversifiée que les commentateurs occidentaux ne le suggèrent habituellement.

Un danger rôde, toutefois, provoqué par ce débat quasi public. C'est que les entrepreneurs russes, les banques et le grand public (en particulier les personnes les plus riches) se mettent à paniquer, croyant que l'option qu'ils craignent va prévaloir et que l'important recul des ressources pourrait conduire à une ruée sur les banques et à une inflation majeure. S'il y a une panique de ce type, alors aucune des options ne peut réussir qui permettrait à l'État de survivre à la compression de ses finances.

Par conséquent, un discours du Premier ministre Dmitri Medvedev, prononcé au Forum Gaidar le 14 janvier dernier, a beaucoup retenu l'attention. Il a annoncé que l'État appliquerait l'option médiane. Il a demandé à chacun de se rallier à cette solution, précisément dans le but de faire cesser la panique. En effet, il a clos son discours en citant la

fameuse phrase du président américain Franklin Roosevelt en 1933 : « La seule chose dont nous devons avoir peur est la peur elle-même. » Medvedev a déclaré que le gouvernement russe n'avait pas peur.

Mais une telle déclaration suffira-t-elle pour éviter toute panique ? Le discours de Medvedev ne l'a pas totalement éliminée. Le débat autour de la déclaration de Medvedev a révélé que de nombreuses personnes, et de nombreux groupes, n'étaient pas convaincus qu'il n'y en aurait pas [de panique]. Il y a ce que j'appellerai une panique au sujet de la panique.

La méthode de Poutine pour contenir la panique au sujet de la panique est de poursuivre ce qu'il pense être une politique forte et claire soigneusement mesurée.

Première étape, la décision de remplacer le South Stream (un pipeline pour le gaz et le pétrole, passant sous la mer Noire, entre la Russie et la Bulgarie, abandonné en raison des sanctions) par un Turkish Stream (un autre pipeline sous la mer Noire entre la Russie et la Turquie). Quel que soit le pipeline, South Stream ou Turkish Stream, il nuira à l'Ukraine qui ne verra plus passer le pétrole russe et donc perdra les taxes de transit [et la possibilité de siphonner sans payer, NdT]. Le Turkish Stream est cependant également destiné à contrecarrer les effets des sanctions - qui ont conduit la Bulgarie à refuser le transit du South Stream sur son territoire [sous la forte pression de l'UE, NdT] - et à récompenser la Turquie, qui resserre ses liens avec la Russie.

Une deuxième étape a été la décision de conclure des accords avec la Chine et d'autres pays portant sur des opérations de change dans leurs propres devises, évitant ainsi les fluctuations du dollar. L'un des projets résultant de ces accords serait la construction d'un pipeline à travers la Sibérie jusqu'en Asie du Nord-Est, largement financé par la Chine. C'est un moyen de contourner les sanctions.

Une troisième est la fourniture, qui vient d'être annoncée, du système de missiles de défense aérienne S-300 à l'Iran. La Russie avait annulé cet engagement, promis depuis longtemps, en 2010, sous la pression de l'Occident. La Russie va maintenant honorer sa promesse initiale. Cela sert à renforcer le soutien russe à l'intégration de l'Iran dans les processus de décision de l'Asie occidentale. Cela met les Etats-Unis sous pression en même temps que cela aide à vérifier la capacité de l'Arabie saoudite à se maintenir comme un État arabe sunnite incontournable. Déjà, avec l'accession au pouvoir du roi Salman, la presse abonde en discussions sur la fragilité de la position saoudienne.

Enfin, en Ukraine, les Russes poursuivent une politique prudente. La Russie ne contrôle pas totalement les autonomistes de Donetsk-Lugansk, elle s'assure néanmoins que ces derniers ne puissent pas être éliminés militairement. Le prix que la Russie demande pour une paix réelle en Ukraine est l'engagement de ne pas l'intégrer dans l'Otan, sujet à propos duquel il y a des points de vue différents au sein de l'Otan. Tout le monde joue un jeu à haut risque en Ukraine.

Mon pari, et c'est dans une large mesure un pari, est que le bon sens prévaudra et qu'un compromis politique sera trouvé. Je dirais : regardez l'attitude de Merkel après les élections allemandes. Elle (et l'Allemagne) veulent un accord, mais ne sont pas encore libres d'aller dans ce sens.

Immanuel Wallerstein pour [Commentary](#)

[Commentary No. 394](#), 1er Février 2015

Traduit pour [le Saker Francophone](#) par : Diane, relu par jj